ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 30 ΙΟΥΝΙΟΥ 1972	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 105

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 1145. Περὶ κυρώσεως συμπληρωματικῆς συμβάσεως διὰ τὴν κατάργησιν τῆς Δουλείας, τῆς Ἐμπορίας τῶν Δούλων καὶ παρεμφερῶν πρὸς τὴν Δουλείαν θεσμῶν καὶ πρακτικῆς.... 1

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως τῆς ἀπὸ 8.10.1971 ὑπογραφείσης ἐν Σόφια Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος—Βουλγαρίας ἀφορώσης εἰς τὴν σύστασιν Μικτῆς Κυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς Οἰκονομικῆς Συνεργασίας.. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1145

Περὶ κυρώσεως συμπληρωματικῆς συμβάσεως διὰ τὴν κατάργησιν τῆς Δουλείας, τῆς Ἐμπορίας τῶν Δούλων καὶ παρεμφερῶν πρὸς τὴν Δουλείαν θεσμῶν καὶ πρακτικῆς.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς τὰ πλαίσια τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐν Γενεύῃ, τὴν 7ην Σεπτεμβρίου 1956, ὑπογραφεῖσα πολυμερὴς Συμπληρωματικὴ Σύμβασις διὰ τὴν κατάργησιν τῆς Δουλείας, τῆς Ἐμπορίας τῶν Δούλων καὶ παρεμφερῶν πρὸς τὴν Δουλείαν θεσμῶν καὶ πρακτικῆς, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ἀπριλίου 1972

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΤΛΗΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΓΕΡΑΣ. ΦΡΑΓΚΑΤΟΣ, ΑΝΤΩΝ. ΜΠΕΡΝΑΡΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΣΠΥΡ. ΒΕΛΛΙΑΝΙΤΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Μαΐου 1972

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

CONVENTION SUPPLEMENTAIRE
RELATIVE
A L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE,
DE LA TRAITE DES ESCLAVES
ET DES INSTITUTIONS ET PRATIQUES
ANALOGUES A L'ESCLAVAGE

PREAMBULE

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant que la liberté est un droit que tout être humain acquiert à sa naissance ;

Conscients de ce que les peuples des Nations Unies ont réaffirmé, dans la Charte, leur foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine ;

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme, que l'Assemblée générale a proclamée comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations, dispose que nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude et que l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes ;

Reconnaissant que, depuis la conclusion, à Genève, le 25 septembre 1926, de la Convention relative à l'esclavage, qui visait à supprimer l'esclavage et la traite des esclaves, de nouveaux progrès ont été accomplis dans cette direction ;

Tenant compte de la Convention de 1930 sur le travail forcé et de ce qui a été fait ultérieurement par l'Organisation internationale du Travail en ce qui concerne le travail forcé obligatoire ;

Constatant, toutefois, que l'esclavage, la traite des esclaves et les institutions et pratiques analogues à l'esclavage n'ont pas encore été éliminés dans toutes les régions du monde ;

Ayant décidé en conséquence qu'à la Convention de 1926, qui est toujours en vigueur, doit maintenant s'ajouter une convention supplémentaire destinée à intensifier les efforts, tant nationaux qu'internationaux, *qui visent à abolir l'esclavage, la traite des esclaves et les institutions et pratiques analogues à l'esclavage*;

Sont convenus de ce qui suit :

SECTION I

INSTITUTIONS ET PRATIQUES ANALOGUES A L'ESCLAVAGE

Article premier

Chacun des Etats parties à la présente Convention prendra toutes les mesures, législatives et autres, qui seront réalisables et nécessaires pour obtenir progressivement et aussitôt que possible l'abolition complète ou l'abandon des institutions et pratiques suivantes, là où elles subsistent encore, qu'elles rentrent ou non dans la définition de l'esclavage qui figure à l'article premier de la Convention relative à l'esclavage signé à Genève le 25 septembre 1926 :

a) La servitude pour dettes, c'est-à-dire l'état ou la condition résultant du fait qu'un débiteur s'est engagé à fournir en garantie d'une dette ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité, si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini ;

b) Le servage, c'est-à-dire la condition de quiconque est tenu par la loi, la coutume ou un accord, de vivre et de travailler sur une terre appartenant à une autre personne et de fournir à cette autre personne, contre rémunération ou gratuitement, certains services déterminés, sans pouvoir changer sa condition.

c) Toute institution ou pratique en vertu de laquelle :

i) Une femme est, sans qu'elle ait le droit de refuser, promise ou donée en mariage moyennant une contrepartie en espèces ou en nature versée à ses parents, à son tuteur, à sa famille ou à toute autre personne ou tout autre groupe de personnes;

ii) Le mari d'une femme, la famille ou le clan de celui-ci ont le droit de la céder à un tiers, à titre onéreux ou autrement ;

iii) La femme peut, à la mort de son mari, être transmise par succession à une autre personne :

d) Toute institution ou pratique en vertu de laquelle un enfant ou un adolescent de moins de dix-huit ans est remis, soit par ses parents ou par l'un d'eux, soit par son tuteur, à un tiers, contre paiement ou non, en vue de l'exploitation de la personne ou du travail dudit enfant ou adolescent.

Article 2

En vue de mettre fin aux institutions et pratiques visées à l'alinéa c de l'article premier de la Convention, les Etats parties s'engagent à fixer, là où il y aura lieu, des âges minimums appropriés pour le mariage, à encourager le recours à une procédure qui permette à l'un et l'autre des futurs époux d'exprimer librement leur consentement au mariage en présence d'une autorité civile ou religieuse compétente et encourager l'enregistrement des mariages.

SECTION II

TRAITE DES ESCLAVES

Article 3

1. Le afit de transporter ou de tenter de transporter des esclaves d'un pays à un autre par un moyen de transport quelconque ou le fait d'être complice de ces actes constituera une infraction pénale, au regard de la loi des Etats parties à la Convention et les personnes reconnues coupables d'une telle infraction seront passibles de peines très rigoureuses.

2. a) Les Etats parties prendront toutes mesures efficaces pour empêcher les navires et aéronefs autorisés à battre leur pavillon de transporter des esclaves et pour punir les personnes coupables de ces actes ou coupables d'utiliser le pavillon national à cette fin.

b) Les Etats parties prendront toutes mesures efficaces pour que leurs ports, leurs aérodromes et leurs côtes ne puissent servir au transport des esclaves.

3. Les Etats parties à la Convention échangeront des renseignements afin d'assurer la coordination pratique des mesures prises par eux dans la lutte contre le traite des esclaves et s'informeront mutuellement de tout cas de traite d'esclaves et de toute tentative d'infraction de ce genre dont ils auraient connaissance.

Article 4

Tout esclave qui se réfugie à bord d'un navire d'un Etat partie à la présente Convention sera libre ipso facto.

SECTION III

ESCLAVAGE ET INSTITUTIONS ET PRATIQUES ANALOGUES A L'ESCLAVAGE

Article 5

Dans un pays où l'esclavage ou les institutions et pratiques visées à l'article premier de la Convention ne sont pas encore complètement abolis ou abandonnés, le fait de mutiler, de marquer au fer rouge ou autrement un esclave ou une personne de condition servile – que ce soit pour indiquer sa condition, pour infliger un châtiment ou pour toute autre raison – ou le fait d'être complice de tels actes constituera une infraction pénale au regard de la loi des Etats parties à la Convention et les personnes reconnues coupables seront passibles d'une peine.

Article 6

1. Le fait de réduire autrui en esclavage ou d'inciter autrui à aliéner sa liberté ou celle d'une personne à sa charge, pour être réduit en esclavage, constituera une infraction pénale au regard de la loi des Etats parties à la présente Convention et les personnes reconnues coupables seront passibles d'une peine ; il en sera de même de la participation à une entente formée dans ce dessein, de la tentative et de la complicité.

2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa introductif de l'article premier de la Convention, les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliqueront également au fait d'inciter autrui à se placer ou à placer

une personne à sa charge dans une condition servile résultant d'une des institutions ou pratiques visées à l'article premier : il en sera de même de la participation à une entente formée dans ce dessein, de la tentative et de la complicité.

SECTION IV

DEFINITIONS

Article 7

Aux fins de la présente Convention :

a) L'«esclavage», tel qu'il est défini dans la Convention de 1926 relative à l'esclavage, est l'état ou la condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux et l'«esclave» est l'individu qui a ce statut ou cette condition ;

b) La «personne de condition servile» est celle qui est placée dans le statut ou la condition qui résulte d'une des institutions ou pratiques visées à l'article premier de la présente Convention ;

c) La «traite des esclaves» désigne et comprend tout acte de capture, d'acquisition ou de cession d'une personne en vue de la réduire en esclavage ; tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger ; tout acte de cession par vente ou échange d'une personne acquise en vue d'être vendue ou échangée, ainsi qu'en général tout acte de commerce ou de transport d'esclaves, quel que soit le moyen de transport employé.

SECTION V

COOPERATION ENTRE LES ETATS PARTIES ET COMMUNICATIONS DE RENSEIGNEMENTS

Article 8

1. Les Etats parties à la Convention s'engagent à se prêter un concours mutuel et à coopérer avec l'organisation des Nations Unies en vue de l'application des dispositions qui précèdent.

2. Les parties s'engagent à communiquer au Secrétaire général des Nations Unies copie de toute loi, tout règlement et toute décision administrative adoptés ou mis en vigueur pour donner effet aux dispositions de la présente Convention.

3. Le Secrétaire général communiquera les renseignements reçus en vertu du paragraphe 2 du présent article aux autres parties et au Conseil économique et social comme élément de documentation pour tout débat auquel le Conseil procéderait en vue de faire de nouvelles recommandations pour l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves ou des institutions et pratiques qui font l'objet de la Convention.

SECTION VI

CLAUSES FINALES

Article 9

Il ne sera admis aucune réserve à la Convention.

Article 10

Tout différend entre les Etats parties à la Convention concernant son interprétation ou son application, qui ne serait pas réglé par voie de négociation, sera soumis à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend, à moins que les parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article 11

1. La présente Convention sera ouverte jusqu'au 1er juillet 1957 à la signature de tout Etat Membre des Nations Unies ou d'une institution spécialisée. Elle sera soumise à la ratification des Etats signataires et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en informera tous les Etats signataires et adhérents.

2. Après le 1er juillet 1957, la Convention sera ouverte à l'adhesion de tout Etat Membre des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ou de tout autre Etat auquel une invitation d'adhérer sera faite par l'Assemblée générale des Nations Unies. L' adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en informera tous les Etats signataires et adhérents.

Article 12

1. La présente Convention s'appliquera à tous les territoires non autonomes, sous tutelle, coloniaux et autres territoires non métropolitains qu'un Etat partie représente sur le plan international : la partie intéressée devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, au moment de la signature ou de la ratification de la Convention, ou encore de l'adhésion à la présente Convention, déclarer le ou les territoires non métropolitains auxquels la présente Convention s'appliquera ipso facto à la suite de cette signature, ratification ou adhésion.

2. Dans le cas où le consentement préalable d'un territoire non métropolitain est nécessaire en vertu des lois ou pratiques constitutionnelles de la partie ou du territoire non métropolitain, la partie devra s'efforcer d'obtenir, dans le délai de douze mois à compter de la date de la signature par elle, le consentement du territoire non métropolitain qui est nécessaire et, lorsque ce consentement aura été obtenu, la partie devra le notifier au Secrétaire général. Dès la date de la réception par le Secrétaire général de cette notification, la Convention s'appliquera aux territoire ou territoires désignés par celle-ci.

3. A l'expiration du délai de douze mois mentionné au paragraphe précédent, les parties intéressées informeront le Secrétaire général des résultats des consultations avec les territoires non métropolitains dont ils assument les relations internationales et dont le consentement pour l'application de la présente Convention n'aurait pas été donné.

Article 13

1. La Convention entrera en vigueur à la date où deux Etats y seront devenus parties.

2. Elle entrera par la suite en vigueur, à l'égard de chaque Etat et territoire, à la date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion de l'Etat intéressé ou de la notification de l'application à ce territoire.

Article 14

1. L' application de la présente Convention sera divisée en périodes successives de trois ans dont la première partira de la date de l'entrée en vigueur de la Convention conformément au paragraphe 1 de l'article 13.

2. Tout Etat partie pourra dénoncer la présente Convention en adressant six mois au moins avant l'expiration de la période triennale en cours une notification au Secrétaire général. Celui-ci informera toutes les autres parties de cette notification et de la date de sa réception.

3. Les dénonciations prendront effet à l'expiration de la période triennale en cours.

4. Dans les cas où, conformément aux dispositions de l'article 12, la présente Convention aura été rendue

applicable à un territoire non métropolitain d'une partie, cette dernière pourra, avec le consentement du territoire en question, notifier par la suite à tout moment au Secrétaire général des Nations Unies que la Convention est dénoncée à l'égard de ce territoire. La dénonciation prendra effet un an après la date où la notification sera parvenue au Secrétaire général, lequel informera toutes les autres parties de cette notification et de la date où il l'aura reçue.

Article 15

La présente Convention, dont les textes anglais chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera deposée aux archives du Secrétariat des Nations Unies. Le Secrétaire général en établira des copies certifiées conformes pour les communiquer aux Etats parties à la Convention ainsi qu'à tous les autres Etats Membres des Nations Unies et des institutions spécialisées.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention aux dates qui figurent en regard de leurs signatures respectives.

FAIT à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, le sept septembre mil neuf cent cinquante-six.

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Σχετικὴ πρὸς τὴν κατάργησιν τῆς δουλείας, τῆς ἐμπορίας τῶν δούλων καὶ παρεμφερῶν πρὸς τὴν δουλείαν θεσμῶν καὶ πράξεων ἢ συνηθειῶν.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Κράτη—μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως,

Θεωροῦντα τὴν ἐλευθερίαν ὡς δικαίωμα τὸ ὁποῖον πᾶν ἀνθρώπινον ὄν ἀποκτᾷ ἐκ γενετῆς,

Συνειδότα τοῦ ὅτι οἱ λαοὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διεβεβαίωσαν ἐκ νέου διὰ τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τὴν πίστιν των εἰς τὴν ἀξιοπρέπειαν καὶ τὴν ἀξίαν τῆς ἀνθρωπίνης προσωπικότητος,

Λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν τὴν παγκόσμιον διακήρυξιν περὶ ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων, τὴν ὁποίαν ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ἐκήρυξεν ὡς τὸ κοινὸν ἰδεῶδες πρὸς ἐπίτευξιν ὑπὸ πάντων τῶν λαῶν καὶ τῶν Ἐθνῶν, θεσπίζουν ὅτι οὐδεὶς θέλει τεθῇ ὑπὸ καθεστὼς δουλείας ἢ ἄλλης παρομοίας δεσμεύσεως, καὶ ὅτι ἡ δουλεία καὶ ἡ ἐμπορία δούλων ὑφ' ὅλας των τὰς μορφάς, ἀπαγορεύονται,

Ἀναγνωρίζοντα ὅτι, ἀπὸ τῆς συνάψεως ἐν Γενεύῃ, τὴν 15ην Σεπτεμβρίου 1926, τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν δουλείαν Συμβάσεως, ἥτις ἀπεσκόπει εἰς τὴν κατάργησιν τῆς δουλείας καὶ τῆς ἐμπορίας τῶν δούλων, νέαι πρόοδοι συνετελέσθησαν πρὸς τὴν κατεύθυνσιν ταύτην,

Λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν τὴν Σύμβασιν τοῦ 1930 ἐπὶ τῆς καταναγκαστικῆς ἐργασίας, ὡς καὶ τὰ μετέπειτα πεπραγμένα τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Ἐργασίας καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν καταναγκαστικὴν ὑποχρεωτικὴν ἐργασίαν,

Διαπιστοῦντα ἐν τούτοις ὅτι ἡ δουλεία, ἡ ἐμπορία τῶν δούλων καὶ οἱ ἀνάλογοι πρὸς τὴν δουλείαν θεσμοὶ καὶ αἱ συνήθειαι δὲν ἐξηλείφθησαν εἰσέτι εἰς ὅλας τὰς περιοχὰς τοῦ κόσμου,

Ἀποφασίσαντα κατὰ συνέπειαν ὅτι εἰς τὴν Σύμβασιν τοῦ 1926 ἥτις ἐξακολουθεῖ ἰσχύουσα, δέον ἤδη νὰ προστεθῇ μία συμπληρωματικὴ σύμβασις, μὲ προορισμὸν ὅπως ἐντείνῃ τὰς προσπαθείας, τόσον τὰς ἐθνικὰς ὅσον καὶ τὰς διεθνεῖς, τὰς σκοπούσας εἰς τὴν κατάργησιν τῆς δουλείας, τῆς ἐμπορίας τῶν δούλων καὶ τῶν ἀναλόγων πρὸς τὴν δουλείαν θεσμῶν καὶ πράξεων ἢ συνηθειῶν,

Ἀπεδέχθησαν τὰ ἑξῆς:

ΤΜΗΜΑ Ι.

Θεσμοὶ καὶ συνήθειαι ἀνάλογοι πρὸς τὴν δουλείαν.

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον τῶν Κρατῶν τῶν συμβαλλομένων διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ λάβῃ ἅπαντα τὰ μέτρα νομοθετικὰ ἢ καὶ ἕτερα μέτρα, ἅτινα θὰ κριθοῦν πραγματοποιήσιμα καὶ ἀναγκαῖα πρὸς ἐπίτευξιν βαθμιαίως καὶ τὸ δυνατὸν συντομώτερον, τῆς πλήρους καταργήσεως ἢ τῆς ἐγκαταλείψεως τῶν ἀκολούθων θεσμῶν καὶ πράξεων ἢ συνηθειῶν, ἐκεῖ ἔνθα ὑφίστανται εἰσέτι, τῶν περιεχομένων ἢ μὴ εἰς τὸν ὁρισμὸν τῆς δουλείας τὸν ἀναφερόμενον εἰς τὸ πρῶτον ἄρθρον τῆς Συμβάσεως τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν δουλείαν, τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τὴν 25ην Σεπτεμβρίου 1926:

α) Τῆς δουλείας διὰ χρέη, ἤτοι τῆς θέσεως ἢ καταστάσεως τῆς προκυπτούσης ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι εἷς ὀφειλέτης εἶναι ἠναγκασμένος νὰ παράσχῃ ὡς ἐγγύησιν ἑνὸς χρέους τὰς προσωπικάς του ὑπηρεσίας ἢ τὰς ὑπηρεσίας προσώπου ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἀσκεῖ ἐξουσίαν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ κατὰ δικαίαν κρίσιν ἀξία τῶν ὑπηρεσιῶν του δὲν προορίζεται εἰς τὴν ἐξόφλησιν τοῦ χρέους, ἢ ἐὰν ἡ διάρκεια τῶν ὑπηρεσιῶν του δὲν εἶναι περιωρισμένη καὶ δὲν ἔχει προσδιορισθῇ ὁ χαρακτὴρ τούτων.

β) Τῆς δουλοπαροικίας, ἤτοι τῆς καταστάσεως οἱουδήποτε ὑποχρεουμένου ἐκ τοῦ νόμου, ἐξ ἐθίμου ἢ συμφωνίας, νὰ διαβιοῖ καὶ νὰ ἐργάζεται εἰς γῆν ἀνήκουσαν εἰς ἕτερον πρόσωπον, καὶ νὰ παρέχῃ πρὸς τὸ ἐν λόγῳ ἕτερον πρόσωπον ἔναντι ἀμοιβῆς ἢ δωρεάν, ὡρισμένας συγκεκριμένας ὑπηρεσίας, χωρὶς νὰ δύναται νὰ μεταβάλῃ τὴν κατάστασίν του.

γ) Παντὸς θεσμοῦ, ἢ συνηθείας, δυνάμει τῆς ὁποίας:

Ι) Μία γυνή, χωρὶς ἡ ἰδία νὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνηθῇ, ἐδόθη δι' ὑποσχέσεως εἰς γάμον, μεσολαβούσης συναλλαγῆς εἰς χρῆμα ἢ εἰς εἶδος τοῦ ἀνταλλάγματος καταβληθέντος πρὸς τοὺς γονεῖς της, πρὸς τὸν κηδεμόνα της, πρὸς τὴν οἰκογένειάν της, ἢ πρὸς οἱονδήποτε πρόσωπον ἢ ὅμιλον προσώπων,

ΙΙ) Ὁ σύζυγος μιᾶς γυναικός, ἡ οἰκογένεια ἢ ἡ φυλὴ τούτου ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ τὴν παραχωρήσουν πρὸς τρίτον ἔναντι ἐπαχθοῦς ἀνταλλάγματος ἢ ἄλλως πως.

ΙΙΙ) Ἡ γυνὴ δύναται μετὰ τὸν θάνατον τοῦ συζύγου της νὰ μεταβιβάζεται κληρονομικῶς πρὸς ἕτερον πρόσωπον.

δ) Παντὸς θεσμοῦ ἢ συνηθείας δυνάμει τῆς ὁποίας ἓν τέκνον ἢ εἷς ἔφηβος μικρότερος τῶν δεκαοκτὼ ἐτῶν, παραδίδεται, εἴτε ὑπὸ τῶν γονέων του, εἴτε παρ' ἑνὸς τούτων, εἴτε παρὰ τοῦ κηδεμόνος του, πρὸς τρίτον, ἔναντι πληρωμῆς ἢ ὄχι, μὲ προοπτικὴν ἐκμεταλλεύσεως τοῦ προσώπου ἢ τῆς ἐργασίας τοῦ ἐν λόγῳ τέκνου ἢ ἐφήβου.

Ἄρθρον 2.

Προκειμένου νὰ τεθῇ τέρμα εἰς τοὺς θεσμοὺς καὶ συνηθείας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν παράγραφον γ' τοῦ πρώτου ἄρθρου τῆς Συμβάσεως, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ὑποχρεοῦνται νὰ καθορίσουν ὅπου παρίσταται ἀνάγκη τὰ ἐλάχιστα ὅρια ἡλικίας κατάλληλα διὰ τὸν γάμον, νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν προσφυγὴν εἰς τὴν διαδικασίαν τὴν ἐπιτρέπουσαν εἰς ἀμφοτέρους τοὺς μέλλοντας συζύγους ὅπως ἐκφράσουν ἐλευθέρως τὴν συναίνεσίν των διὰ τὸν γάμον, παρουσίᾳ ἁρμοδίας πολιτικῆς ἢ θρησκευτικῆς ἀρχῆς, καὶ νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν καταχώρησιν τῶν γάμων.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ.

Δουλεμπόριον.

Ἄρθρον 3.

1. Τὸ γεγονὸς τῆς μεταφορᾶς ἢ τῆς ἀποπείρας μεταφορᾶς δούλων ἀπὸ χώρας εἰς χώραν δι' οἱουδήποτε συγκοινωνιακοῦ μέσου, ἢ τὸ γεγονὸς τῆς συνεργείας εἰς τὰς ὡς ἄνω πράξεις, θὰ συνιστᾷ ποινικὸν ἀδίκημα ἔναντι τῆς νομοθεσίας τῶν Κρατῶν—μελῶν τῆς Συμβάσεως, καὶ τὰ πρόσωπα τὰ

ἀποδεικνυόμενα ἔνοχα τοιούτου ἀδικήματος θὰ ὑπόκεινται εἰς αὐστηροτάτας ποινάς.

2. α) Τὰ Κράτη—μέλη θὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀποτελεσματικὰ μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῶν πλοίων καὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν σημαίαν των ὅπως μεταφέρουν δούλους, καὶ πρὸς τιμωρίαν, τῶν ἐνόχων τοιούτων πράξεων προσώπων ἢ ἐνόχων χρησιμοποιήσεως τῆς ἐθνικῆς σημαίας πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

β) Τὰ Κράτη—μέλη θὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀποτελεσματικὰ μέτρα ὅπως οἱ λιμένες των, τὰ ἀεροδρόμιά των καὶ αἱ ἀκταὶ των μὴ χρησιμοποιοῦνται διὰ μεταφορὰν δούλων.

3. Τὰ Κράτη μέλη τῆς Συμβάσεως θὰ ἀνταλλάσσουν πληροφορίας προκειμένου νὰ ἐξασφαλίσουν τὸν πρακτικὸν συντονισμὸν τῶν λαμβανομένων παρ' αὐτῶν μέτρων εἰς τὸν ἀγῶνα κατὰ τῆς δουλεμπορίας καὶ θὰ πληροφοροῦν ἀμοιβαίως ἀλλήλα ἐπὶ πάσης περιπτώσεως δουλεμπορίας καὶ πάσης ἀποπείρας ἀδικήματος τοιαύτης φύσεως ἥτις ἠθελε περιέλθῃ εἰς γνῶσιν των.

Ἄρθρον 4.

Πᾶς δοῦλος ὅστις καταφεύγει ἐπὶ πλοίου ἑνὸς Κράτους—μέλους ὑπογράψαντος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν θὰ καθίσταται αὐτομάτως ἐλεύθερος.

ΤΜΗΜΑ III.

Δουλεία, θεσμοὶ ἢ ἔθιμα ἀνάλογοι πρὸς τὴν δουλείαν.

Ἄρθρον 5.

Εἰς χώραν ἔνθα ἡ δουλεία ἢ οἱ θεσμοὶ καὶ τὰ ἔθιμα ἅτινα διαλαμβάνονται ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τῆς Συμβάσεως δὲν ἔχουν εἰσέτι τελείως καταργηθῇ καὶ ἐγκαταλειφθῇ, τὸ γεγονὸς τοῦ ἀκρωτηριασμοῦ, τῆς σφραγίσεως διὰ πυρωμένου σιδήρου ἢ ἄλλως πως ἑνὸς δούλου ἢ ἑνὸς προσώπου τελοῦντος εἰς κατάστασιν δουλείας — ἀνεξαρτήτως ἐὰν τοῦτο γίνεται πρὸς ἔνδειξιν τῆς καταστάσεώς του, πρὸς ἐπιβολὴν τιμωρίας ἢ δι' ἄλλον τινὰ λόγον — ἢ τὸ γεγονὸς τῆς συνενοχῆς εἰς τοιαύτας πράξεις, θὰ συνιστᾷ ποινικὸν ἀδίκημα ἔναντι τῆς νομοθεσίας τῶν Κρατῶν—μελῶν τῆς Συμβάσεως καὶ τὰ πρόσωπα τὰ ἀποδεικνυόμενα ἔνοχα θὰ ὑπόκεινται εἰς ποινήν.

Ἄρθρον 6.

1. Τὸ γεγονὸς τῆς ὑποταγῆς προσώπου τινὸς εἰς δουλείαν ἢ τῆς προτροπῆς προσώπου τινὸς πρὸς ἀπάρνησιν τῆς ἐλευθερίας του ἢ τῆς ἐλευθερίας προσώπου ἐξαρτωμένου ἐξ αὐτοῦ πρὸς ὑποταγὴν εἰς δουλείαν, θὰ συνιστᾷ ποινικὸν ἀδίκημα ἔναντι τῆς νομοθεσίας τῶν Κρατῶν—μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ τὰ ἀποδεικνυόμενα ἔνοχα πρόσωπα θὰ ὑπόκεινται εἰς ποινήν. Τοῦτ' αὐτὸ θὰ ἰσχύει διὰ τὴν συμμετοχὴν εἰς συνεννόησιν ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ, διὰ τὴν ἀπόπειραν καὶ διὰ τὴν συνεργείαν.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς εἰσαγωγικῆς παραγράφου τοῦ πρώτου ἄρθρου τῆς Συμβάσεως, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἐφαρμόζωνται ἐπίσης καὶ ἐπὶ τῆς περιπτώσεως προτροπῆς προσώπου τινὸς ὅπως τεθῇ ἢ ὅπως θέσῃ πρόσωπον τελοῦν ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν του, εἰς κατάστασιν δουλείας ὡς ἀποτέλεσμα ἑνὸς ἐκ τῶν θεσμῶν ἢ ἐθίμων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 1ον. Τοῦτ' αὐτὸ θὰ ἰσχύῃ καὶ διὰ τὴν συμμετοχὴν εἰς μίαν συνεννόησιν ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ, διὰ τὴν ἀπόπειραν καὶ διὰ τὴν συνεργείαν.

ΤΜΗΜΑ IV.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 7.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως:

α) Ἡ «δουλεία» ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὴν σχετικὴν πρὸς τὴν δουλείαν Σύμβασιν τοῦ 1926, εἶναι ἡ θέσις ἢ ἡ κατάστασις ἑνὸς ἀτόμου ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἀσκοῦνται τὰ δικαιώματα ἰδιοκτησίας ἢ ὡρισμένα ἐκ τούτων, καὶ ὁ «δοῦλος» εἶναι τὸ ἄτομον τὸ ὁποῖον εὑρίσκεται εἰς τὴν κατάστασιν ἢ τὴν θέσιν ταύτην.

β) Τὸ «πρόσωπον τὸ τελοῦν ὑπὸ κατάστασιν δουλείας» εἶναι τὸ τεθὲν εἰς τὴν θέσιν ἢ τὴν κατάστασιν τὴν ἀπορρέουσαν ἐξ ἑνὸς τῶν θεσμῶν ἢ ἐθίμων διαλαμβανομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ πρώτῳ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

γ) Ἡ «δουλεμπορία» καθορίζει καὶ περιλαμβάνει πᾶσαν πρᾶξιν αἰχμαλωσίας, κτήσεως ἢ ἐκχωρήσεως ἑνὸς προσώπου πρὸς τὸν σκοπὸν ὑποδουλώσεως αὐτοῦ· πᾶσα πρᾶξις κτήσεως δούλου πρὸς τὸν σκοπὸν πωλήσεώς του ἢ ἀνταλλαγῆς του· πᾶσα πρᾶξις ἐκχωρήσεως διὰ πωλήσεως ἢ ἀνταλλαγῆς προσώπου ἀποκτηθέντος πρὸς τὸν σκοπὸν πωλήσεως ἢ ἀνταλλαγῆς του, πρὸς τούτοις δὲ γενικώτερον πᾶσα πρᾶξις ἐμπορίας ἢ μεταφορᾶς δούλων, οἱονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ χρησιμοποιούμενον μέσον μεταφορᾶς.

ΤΜΗΜΑ V.

Συνεργασία μεταξὺ τῶν Κρατῶν—μελῶν καὶ γνωστοποίησις πληροφοριῶν.

Ἄρθρον 8.

1. Τὰ Κράτη—μέλη τῆς Συμβάσεως, ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως παρέχουν ἀμοιβαίως τὴν συνδρομήν των καὶ ὅπως συνεργάζωνται μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν προαναφερθεισῶν διατάξεων.

2. Τὰ μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως γνωστοποιοῦν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀντίγραφον παντὸς νόμου, παντὸς κανονισμοῦ καὶ πάσης διοικητικῆς ἀποφάσεως λαμβανομένης ἢ τιθεμένης ἐν ἰσχύϊ πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ κοινοποιῇ τὰ λαμβανόμενα πληροφοριακὰ στοιχεῖα δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰς τὰ λοιπὰ μέλη καὶ εἰς τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον ὡς στοιχεῖα τεκμηριώσεως διὰ πᾶσαν συζήτησιν τὴν ὁποίαν τὸ Συμβούλιον ἤθελε διεξαγάγῃ προκειμένου νὰ προβῇ εἰς νέας συστάσεις διὰ τὴν κατάργησιν τῆς δουλείας, τῆς δουλεμπορίας ἢ τῶν θεσμῶν καὶ ἐθίμων τῶν ἀποτελούντων ἀντικείμενον τῆς Συμβάσεως.

ΤΜΗΜΑ VI.

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 9.

Δὲν θὰ ἐπιτραπῇ οὐδεμία ἐπιφύλαξις εἰς τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 10.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Κρατῶν—μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν της ἢ τὴν ἐφαρμογήν της, ἡ ὁποία δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων, θὰ ὑποβάλληται πρὸς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν ὑπὸ διένεξιν κρατῶν, ἐκτὸς ἂν τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη συμφωνήσουν ἐπὶ ἑτέρου τρόπου διευθετήσεως.

Ἄρθρον 11.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν μέχρι τῆς 1ης Ἰουλίου 1957 ἐκ μέρους παντὸς Κράτους—μέλους τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἐξειδικευμένου ὀργανισμοῦ. Θέλει ὑποβληθῇ πρὸς κύρωσιν ἐκ μέρους τῶν ὑπογραψάντων κρατῶν καὶ τὰ ἔγγραφα κυρώσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅστις θέλει πληροφορήσῃ σχετικῶς ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη.

2. Μετὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1956, ἡ Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ διὰ προσχώρησιν ἐκ μέρους παντὸς Κράτους—μέλους τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἐξειδικευμένου ὀργανισμοῦ, ἢ παρ' οἱουδήποτε ἄλλου Κράτους πρὸς τὸ ὁποῖον ἤθελεν ἀπευθυνθῇ μία πρόσκλησις προσχωρήσεως ἐκ μέρους τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ προσχώρησις θὰ διενεργηθῇ διὰ τῆς καταθέσεως ἑνὸς ἐπισήμου ἐγγράφου παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅστις θέλει πληροφορήσῃ σχετικῶς ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη.

Ἄρθρον 12.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς ὅλας τὰς μὴ αὐτονόμους ἐπικρατείας, τὰς τελούσας ὑπὸ κηδεμονίαν (προστασίαν), τὰς ἀποικιακὰς καὶ ἄλλας μὴ μητροπολιτικὰς ἐπικρατείας τὰς ὁποίας ἓν συμβαλλόμενον Κράτος ἀντιπροσωπεύει ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου. Τὸ ἐνδιαφερόμενον κράτος ὀφείλει, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς κυρώσεως τῆς Συμβάσεως, ἢ καὶ τῆς προσχωρήσεως ἀκόμη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, νὰ δηλώσῃ τὴν ἢ τὰς μὴ μητροπολιτικὰς ἐπικρατείας ἐπὶ τῶν ὁποίων θὰ ἐφαρμοσθῇ ἡ παροῦσα Σύμβασις αὐτομάτως μετὰ τὴν ἐν λόγῳ ὑπογραφήν, κύρωσιν ἢ προσχώρησιν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν εἶναι ἀναγκαία ἡ προηγουμένη συναίνεσις μιᾶς μὴ μητροπολιτικῆς ἐπικρατείας δυνάμει τῶν συνταγματικῶν νόμων ἢ συνηθειῶν τοῦ συμβαλλομένου κράτους ἢ τῆς μὴ μητροπολιτικῆς ἐπικρατείας, τὸ συμβαλλόμενον κράτος δέον νὰ προσπαθήσῃ νὰ ἐπιτύχῃ, ἐντὸς προθεσμίας δώδεκα μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐκ μέρους του ὑπογραφῆς, τὴν συναίνεσιν τῆς μὴ μητροπολιτικῆς ἐπικρατείας ἥτις εἶναι ἀναγκαία, καί, ὅταν ληφθῇ ἡ ἐν λόγῳ συναίνεσις τὸ συμβαλλόμενον κράτος δέον νὰ κοινοποιήσῃ αὐτὴν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα. Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως ἐκ μέρους τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῆς ἐν λόγῳ κοινοποιήσεως, ἡ Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζεται εἰς τὴν ἢ τὰς ὑπ' αὐτῆς ὁριζομένας ἐπικρατείας.

3. Μετὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας τῶν δώδεκα μηνῶν τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον, τὰ ἐνδιαφερόμενα κράτη θὰ γνωστοποιοῦν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὰ ἀποτελέσματα τῶν διαπραγματεύσεων μετὰ τῶν μὴ μητροπολιτικῶν ἐπικρατειῶν τῶν ὁποίων ἀναλαμβάνουν τὰς διεθνεῖς σχέσεις καὶ τῶν ὁποίων ἡ συναίνεσις διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν θὰ εἶχε δοθεῖ.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν δύο Κράτη θὰ συμβληθοῦν διὰ ταύτης.

2. Ἐν συνεχείᾳ θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὅσον ἀφορᾷ ἕκαστον Κράτος καὶ Ἐπικράτειαν, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους ἢ τῆς κοινοποιήσεως ἐφαρμογῆς εἰς τὴν ἐπικράτειαν ταύτην.

Ἄρθρον 14.

1. Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως θέλει διαιρεθῇ εἰς περιόδους διαδοχικὰς ἐκ τριῶν ἐτῶν ἑκάστη, ὧν ἡ πρώτη θὰ ἄρχεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συμβάσεως συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 13.

2. Πᾶν συμβαλλόμενον κράτος θὰ δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἀπευθῦνον πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα μίαν κοινοποίησιν τοὐλάχιστον ἓξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς τρεχούσης τριετοῦς περιόδου. Οὗτος θὰ γνωστοποιήσῃ πρὸς ὅλα τὰ λοιπὰ συμβαλλόμενα κράτη τὴν τοιαύτην κοινοποίησιν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν παραλαβῆς της.

3. Αἱ καταγγελίαι τῆς Συμβάσεως θὰ θεωροῦνται ὡς ἰσχύουσαι ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς τρεχούσης τριετοῦς περιόδου.

4. Εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἤθελε καταστῇ ἐφαρμόσιμος εἰς μίαν μὴ μητροπολιτικὴν ἐπικράτειαν ἑνὸς συμβαλλομένου Κράτους, τὸ τελευταῖον τοῦτο θὰ δύναται, τῇ συγκαταθέσει τῆς ἐν λόγῳ ἐπικρατείας, νὰ γνωστοποιήσῃ ἐν συνεχείᾳ καὶ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅτι ἡ Σύμβασις καταγγέλθη καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπικράτειαν ταύτην. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ ἓν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ γνωστοποίησις ἤθελεν ἐπιδοθῇ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὁ ὁποῖος καὶ θὰ εἰδοποιήσῃ ὅλα τὰ λοιπὰ συμβαλλόμενα Κράτη περὶ τῆς τοιαύτης κοινοποιήσεως καὶ τῆς ἡμερομηνίας λήξεώς της.

Ἄρθρον 15.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις, τῆς ὁποίας τὰ εἰς τὴν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἱσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσικὴν κείμενα θὰ ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύν, θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Γραμματείας τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει φροντίσῃ διὰ τὴν ἐκπόνησιν ἐπισήμων κεκυρωμένων ἀντιγράφων πρὸς κοινοποίησιν εἰς τὰ συμβαλλόμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως Κράτη ὡς καὶ εἰς ὅλα τὰ λοιπὰ Κράτη—μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν Εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι παρὰ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν κατὰ τὰς ἡμερομηνίας τὰς ἀναγραφομένας ἐναντι τῶν ἀντιστοίχων ὑπογραφῶν των.

Ἐγένετο ἐν τῷ Εὐρωπαϊκῷ Γραφείῳ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐν Γενεύῃ, τὴν 7ην Σεπτεμβρίου 1956.

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(2)

Περὶ ἐγκρίσεως τῆς ἀπὸ 8-10-1971 ὑπογραφείσης ἐν Σόφια Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος – Βουλγαρίας ἀφορώσης εἰς τὴν σύστασιν Μικτῆς Κυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς Οἰκονομικῆς Συνεργασίας.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΚΑΙ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

Ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Σόφια τὴν 8ην Ὀκτωβρίου 1971 Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ἀφορῶσαν εἰς τὴν σύστασιν Μικτῆς Κυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας.

Τὸ κείμενον τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Μαρτίου 1972

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΑΠΛΗΡ. ΥΠΟΥΡΓΟΥ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Χ. ΞΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ-ΠΑΛΑΜΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΕΩΡΓ. ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Α. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ

ACCORD

sur la création d'une Commission gouvernementale mixte de coopération économique entre le Royaume de Grèce et la République Populaire de Bulgarie.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie, animés du désir de développer la coopération économique industrielle, scientifique, technique et touristique dans l'intérêt des deux Pays, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties contractantes créent une Commission gouvernementale mixte gréco-bulgare de coopération économique, industrielle, scientifique, technique et touristique, appelée ci-après «Commission mixte».

La Commission mixte se compose d'une partie grecque et d'une partie bulgare. Le président de chaque partie,

son secrétaire et ses membres sont nommés par les Gouvernements respectifs. Les présidents des deux parties, qui peuvent avoir leurs suppléants, auront rang de ministre.

Article 2

La Commission mixte aura pour but de :

a) examiner et coordonner les orientations principales de la coopération économique, industrielle, scientifique technique et touristique entre les deux Partiesc contractantes et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour activer et développer cette coopération dans l'intérêt réciproque ;

b) veiller à la bonne exécution des différents Accords et Conventions entre le Royaume de Grèce et la République Populaire de Bulgarie dans le domaine de la coopération économique, industrielle, scientifique, technique et touristique et proposer des mesures adéquates pour surmonter les difficultés qui pourraient surgir lors de l'application de ces Accords et Conventions ;

c) rechercher de nouvelles possibilités pour le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique, technique et touristique entre les Parties contractantes ;

d) favoriser le développement des rapports entre les organismes et les entreprises économiques, les savants, les chercheurs et les spécialistes des Parties contractantes ;

e) examiner, élaborer et formuler des recommandations appropriées destinées aux Gouvernements des Parties contractantes en vue du développement et de l'approfondissement de la coopération économique, industrielle, scientifique, technique et touristique et veiller, une fois celles-ci adoptées, à ce qu'elles soient observées.

Article 3

La Commission mixte tient ses réunions périodiques, au moins une fois par an, avec l'accord mutuel des Parties.

Les réunions ont lieu alternativement dans chacun des deux Pays et sont dirigées par le président de la partie du Pays-hôte. La préparation et l'organisation de la réunion incombent au Pays-hôte.

Chacune des parties de la Commissison mite peut inviter à la réunion le nombre nécessaire de conseillers et d'experts.

Les présidents des deux delégations conviennent de la date et de l'ordre du jour de la réunion au moins 45 jours avant sa convocation ; toutefois des questions urgentes pourront, d'un commun accord, être inscrites à l'ordre du jour, dans un délai plus bref.

Article 4

La Commission mixte d'un commun accord prend ses décisions et formule ses propositions, recommandations et conclusions qui sont inscrites dans un protocole, signé par les deux présidents.

Ce protocole doit être soumis, après chaque session à l'approbation des autorités compétentes des Parties contractantes.

Article 5

En ce qui concerne les questions urgentes, en cas d'accord mutuel, les présidents des deux parties peuvent prendre des décisions entre les réunions, sous forme écrite et avec leur signature. Ces décisions seront inscrites au protocole de la réunion suivante de la Commissions mixte pour qu'elles soient définitivement approuvées, selon les dispositions de l'article 4.

Article 6

Dans l'exercice de ses fonctions la Commission mixte peut constituer des organes permanents et des organes provisoires (sous-commissions et groupes de travail).

Les sous-commission et les groupes de travail fonctionnent d'après des réglements et des programmes de travail approuvés par la Commission mixte.

Les sous-commissions et les groupes de travail soumettent à la Commission mixte leurs informations ou rapports sur l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Article 7

Les secrétaires des parties assurent la préparation et le déroulement des réunions de la Commission mixte ainsi que le contrôle de l'application de ses recommandations, propositions, conclusions et décisions.

Dans l'intervalle des réunions les présidents communiqueront entre eux par l'intermédiaire des missions diplomatiques des deux Pays.

Article 8

Les frais relatifs à l'organisation des réunions de la Commission mixte, des organes permanents et provisoires, sont à la charge du Pays sur le territoire duquel la réunion a lieu.

Les frais afférents à l'envoi et l'entretien des participants aux réunions de la Commission mixte et de ses organes sont à la charge du Pays qui les envoie.

Article 9

Les protocoles des réunions de la Commission mixte sont rédigés en double exemplaire, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Le présent Accord entrera en vigueur après l'échange, par voie diplomatique, des notes portant notification de son approbation dudit Accord par les Gouvernements des deux Parties contractantes, et il restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties, avec un préavis de 6 mois.

La cessation de l'Accord n'aura point d'effet sur les engagements contractés par les Parties contractantes existant au moment de la dénonciation.

Fait à Sofia, le 8 octobre 1971, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grece	Pour le Gouvernement de La Republique Populaire de Bulgarie
G. PEZOPOULOS	I. NEDEV

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας περὶ δημιουργίας Μικτῆς Κυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ἐμφορούμεναι ἀπὸ τὴν ἐπιθυμίαν ἀναπτύξεως τῆς οἰκονομικῆς, βιομηχανικῆς, ἐπιστημονικῆς, τεχνικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας πρὸς τὸ συμφέρον ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἄρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δημιουργοῦν μίαν Μικτὴν Ἑλληνο-βουλγαρικὴν Κυβερνητικὴν Ἐπιτροπὴν οἰκονομικῆς, βιομηχανικῆς, ἐπιστημονικῆς, τεχνικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας, καλουμένην κατωτέρω «Μικτὴ Ἐπιτροπή».

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελεῖται ἀπὸ μίαν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπείαν καὶ ἀπὸ μίαν Βουλγαρικὴν Ἀντιπροσωπείαν. Ὁ Πρόεδρος ἑκάστης Ἀντιπροσωπείας, ὁ Γραμματεύς της καὶ τὰ Μέλη της διορίζονται ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων. Οἱ Πρόεδροι τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν, οἱ ὁποῖοι δύ-

ναται νὰ ἔχουν τοὺς ἀναπληρωτάς των. Θὰ ἔχουν βαθμὸν Ὑπουργοῦ.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἔχῃ ὡς σκοπόν:

α) νὰ ἐξετάζῃ καὶ νὰ συντονίζῃ τοὺς κυριωτέρους προσανατολισμοὺς τῆς οἰκονομικῆς, βιομηχανικῆς, ἐπιστημονικῆς, τεχνικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν καὶ νὰ πράττῃ πᾶν ὅ,τι εἶναι εἰς τὴν ἐξουσίαν της διὰ νὰ δραστηριοποιῇ καὶ νὰ ἀναπτύσσῃ τὴν συνεργασίαν ταύτην πρὸς τὸ ἀμοιβαῖον συμφέρον·

β) νὰ ἐπιβλέπῃ τὴν καλὴν ἐκτέλεσιν τῶν διαφόρων συμφωνιῶν καὶ συμβάσεων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας εἰς τὸν τομέα τῆς οἰκονομικῆς, βιομηχανικῆς, ἐπιστημονικῆς, τεχνικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας καὶ νὰ προτείνῃ τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὑπερπήδησιν τῶν δυσχερειῶν αἵτινες θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ ἀνακύψουν κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν λόγῳ συμφωνιῶν καὶ συμβάσεων·

γ) νὰ ἀναζητῇ νέας δυνατότητας διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς οἰκονομικῆς, βιομηχανικῆς, ἐπιστημονικῆς, τεχνικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

δ) νὰ εὐνοῇ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημόνων, τῶν ἐρευνητῶν καὶ τῶν εἰδικῶν τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

ε) νὰ ἐξετάζῃ, νὰ καταστρώνῃ καὶ νὰ διατυπώνῃ τὰς καταλλήλους συστάσεις πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἀναπτύξεως καὶ ἐμβαθύνσεως τῆς οἰκονομικῆς, βιομηχανικῆς, ἐπιστημονικῆς, τεχνικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας καὶ νὰ ἐπιβλέπῃ ὅπως αἱ συστάσεις αὗται, ἐφ' ὅσον υἱοθετηθοῦν, τηρῶνται.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνεδριάζει περιοδικῶς, τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους τῇ ἀμοιβαίᾳ συμφωνίᾳ τῶν μερῶν.

Αἱ συνεδριάσεις λαμβάνουν χώραν ἐναλλὰξ εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν καὶ διευθύνονται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς φιλοξενούσης χώρας. Ἡ προπαρασκευὴ καὶ ἡ ὀργάνωσις τῆς συνεδριάσεως ἀνατίθεται εἰς τὴν φιλοξενοῦσαν χώραν.

Ἑκάστη Ἀντιπροσωπεία τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ προσκαλῇ εἰς τὴν συνεδρίασιν τὸν ἀναγκαῖον ἀριθμὸν τῶν συμβούλων καὶ ἐμπειρογνωμόνων.

Οἱ Πρόεδροι τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν συμφωνοῦν περὶ τῆς ἡμερομηνίας καὶ τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνεδριάσεως, τοὐλάχιστον 45 ἡμέρας πρὸ τῆς συγκλήσεώς της· δύνανται, ἐν τούτοις, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας, νὰ ἐγγραφοῦν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν ἐπείγοντα ζητήματα ἐντὸς βραχυτέρας προθεσμίας.

Ἄρθρον 4.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ λαμβάνει τὰς ἀποφάσεις της κοινῇ συμφωνίᾳ καὶ διατυπώνει τὰς προτάσεις, τὰς ὑποδείξεις καὶ τὰ συμπεράσματα, ἅτινα ἀναγράφονται εἰς Πρωτόκολλον ὑπογραφόμενον ὑπὸ τῶν δύο Προέδρων.

Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο δέον ὅπως ὑποβάλληται, μετὰ τὸ πέρας ἑκάστης συνεδριάσεως, πρὸς ἔγκρισιν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

Ἄρθρον 5.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἐπείγοντα ζητήματα, ἐν περιπτώσει κοινῆς συμφωνίας, οἱ Πρόεδροι τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν δύνανται νὰ λαμβάνουν ἀποφάσεις μεταξὺ τῶν συνεδριάσεων, ἐγγράφως καὶ διὰ τῆς ὑπογραφῆς των. Αἱ ἐν λόγῳ ἀποφάσεις ἐγγράφονται εἰς τὸ Πρωτόκολλον τῆς ἑπομένης συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἵνα αὗται ἐγκριθοῦν ὁριστικῶς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4.

Ἄρθρον 6.

Κατὰ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων της ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ συστήσῃ μόνιμα ὄργανα καὶ προσωρινὰ ὄργανα (ὑπο-ἐπιτροπὰς καὶ ὁμάδας ἐργασίας).

Αἱ ὑπο-ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὁμάδες ἐργασίας λειτουργοῦν συμφώνως πρὸς τοὺς ἐγκριθέντας ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς κανονισμοὺς καὶ τὰ προγράμματα ἐργασίας.

Αἱ ὑπο-ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὁμάδες ἐργασίας ὑποβάλλουν εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν τὰς πληροφορίας ἢ τὰς ἐκθέσεις των ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ἀνατεθέντων εἰς αὐτὰς καθηκόντων.

Ἄρθρον 7.

Οἱ Γραμματεῖς τῶν Ἀντιπροσωπειῶν ἐξασφαλίζουν τὴν προπαρασκευὴν καὶ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ὡς ἐπίσης καὶ τὸν ἔλεγχον τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑποδείξεων, προτάσεων, συμπερασμάτων καὶ ἀποφάσεών της.

Κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ τῶν συνεδριάσεων χρονικὸν διάστημα οἱ Πρόεδροι θὰ ἐπικοινωνοῦν μεταξύ των μέσῳ τῶν διπλωματικῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ ἔξοδα ἅτινα ἀφοροῦν τὴν ὀργάνωσιν τῶν συνεδριάσεων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, τῶν μονίμων καὶ τῶν προσωρινῶν ὀργάνων, βαρύνουν τὴν χώραν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ὁποίας λαμβάνει χώραν ἡ συνεδρίασις.

Τὰ ἔξοδα ἅτινα ἀφοροῦν τὴν ἀπαστολὴν καὶ τὴν συντήρησιν τῶν μετεχόντων εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν ὀργάνων της βαρύνουν τὴν χώραν ἥτις τοὺς ἀποστέλλει.

Ἄρθρον 9.

Τὰ πρωτόκολλα τῶν συνεδριάσεων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς συντάσσονται εἰς δύο ἀντίτυπα, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων αὐθεντικῶν.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἀνταλλαγήν, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τῶν διακοινώσεων δι' ὧν θὰ γνωστοποιῆται ἡ ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἔγκρισις τῆς ρηθείσης συμφωνίας καὶ θὰ παραμένῃ αὕτη ἐν ἰσχύϊ ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ καταγγελθῇ ὑπὸ ἑνὸς τῶν δύο Μερῶν, διὰ προειδοποιήσεως πρὸ 6 μηνῶν.

Ἡ λῆξις τῆς ἰσχύος τῆς συμφωνίας οὐδεμίαν ἐπίδρασιν θ' ἀσκῇ ἐπὶ τῶν συνομολογηθεισῶν ὑπὸ τῶν δύο μερῶν ὑποχρεώσεων, αἵτινες ὑφίστανται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταγγελίας.

Ἐγένετο ἐν Σόφιᾳ, τῇ 8ῃ Ὀκτωβρίου 1971, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Γ. ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας
I. NEDEV

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ